

CONFÉRENCE - DÉDICACE en partenariat avec la Médiathèque Luce Courville | jeudi 12 mai 2011

LE CLIVAGE DES GÉNÉRATIONS :

une fracture qui s'amplifie et qui questionne les politiques de la jeunesse



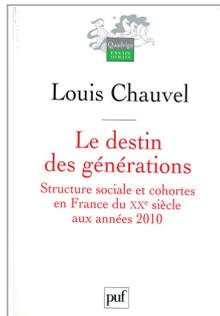
Louis CHAUVEL

Sociologue et Professeur des Universités à Sciences-Po Paris
Auteur de l'essai : « Le destin des générations », Editions P.U.F./Quadrige, 2010



[« LE DESTIN DES GÉNÉRATIONS »]

Edition PUF



Il serait urgent de saisir « l'ampleur et la profondeur des difficultés françaises à socialiser correctement les jeunesses de la crise ».

Dans la préface à la ré-édition du « *destin des générations* », aux Editions PUF, le Sociologue, Louis CHAUVEL dresse un tableau sévère de notre structure sociale :

D'un côté les générations du Baby-boom qui ont surfé sur la vague montante des 30 glorieuses, apparaissent comme la génération d'abondance, de l'autre les générations nées après 68, qui ont servi de variables d'ajustement aux crises successives, sont perçues comme les générations sacrifiées.

Or, les politiques de la jeunesse se sont focalisées sur des classes d'âges, les moins de 25 ans, faisant l'impasse sur le « *destin de générations* ». Elles n'ont pas pris en compte les effets de scarifications, autrement dit, les effets induits pour toute une génération, par les échecs à l'entrée dans la vie active et qui impactent toutes les étapes ultérieures du parcours professionnel.

Dès lors, comment passer d'une politique de dénégation de la fracture générationnelle à une politique de responsabilité qui intègre le long terme pour revenir à l'idée de « projet de société », d'un « projet collectif » capable de donner un avenir aux générations nouvelles ?



[Introduction

Mon ouvrage est consacré intégralement à l'analyse des conséquences du passage de la dynamique sociale, économique et culturelle des 30 glorieuses à la fracture intervenue entre 1975 et 1985, synonyme de ralentissement économique pour toutes les nouvelles générations de jeunes adultes.

Mon travail consiste à analyser l'**effet de cicatrice** que subissent des générations qui ont connu à l'âge de 20 ans un ralentissement économique. L'idée est de comprendre comment la situation connue à l'âge de 20 ans peut donner lieu à des séquelles sociales, économiques et psychologiques lourdes tout au long du reste de l'existence. En d'autres termes, comment, ce que l'on appelle la **socialisation transitionnelle**, peut laisser des fractures et des cicatrices à très long terme sur ces générations ? C'est que l'on appelle la scarification et en sociologie internationale le « scaring effect ».

En 1998, le premier opus du « *destin des générations* » avait permis de mettre en évidence le fait que les générations qui avaient 35, 40 ans à ce moment là n'ont jamais véritablement rattrapé le retard de carrière subi au moment de l'entrée dans la vie adulte dans les années 80, voire le début des années 90.

Dans cette nouvelle édition, j'ai réalisé un travelling arrière et une analyse de la perspective pour comprendre :

- comment les générations qui, aujourd'hui, sont âgées d'environ 50, 55 ans, n'ont jamais pu rattraper les retards de carrière de l'entrée dans la vie adulte et,
- comment chaque nouvelle génération, née 10, 15, 20 ou 25 ans après, peut connaître une situation encore plus lourde et plus difficile pour entrer dans le monde du travail ?

Les nouvelles générations de plus en plus diplômées sont, en même temps, de plus en plus en difficulté face au marché du logement et aux conditions de stabilité dans le monde du travail. Chaque nouvelle génération entrant dans le monde du travail fait face à une situation de précarité d'intensité croissante à des niveaux de diplômes chaque fois plus élevés ! Pourtant, chaque fois, une promesse leur est offerte : « Aujourd'hui, à 20, 25 ans vous connaissez des difficultés mais dans 10 ou 15 ans vous aurez rattrapé vos retards de carrière ! » Or, mon travail met en évidence le fait que ces promesses de rattrapage n'ont été que très partiellement respectées au cours de ces 12 dernières années. Ce travail est un objet très controversé dans la littérature des sciences sociales et dans le débat, voire le combat, politique d'aujourd'hui. Et parce qu'il est un objet controversé, il faut en débattre !



[Les résultats

Les retards de carrière salariale n'ont jamais été rattrapés au cours des 15 dernières années. En phase de croissance, l'ensemble de la sphère économique, médiatique... promet une reprise, chaque fois remise à plus tard. Au cours des 12 dernières années, nous avons connu plusieurs phases : la reprise Internet de la fin des années 90, le crash Internet du début des années 2000, la reprise économique de 2005 où l'on promettait la disparition du chômage à l'horizon 2010, la crise financière et économique de 2008 qui nous a remis face à une réalité tangible, c'est-à-dire la durabilité d'une situation d'emploi difficile et d'une situation économique problématique.

Aujourd'hui les nouvelles générations sont, sauf si elles sont héritières, fortement impactées par les prix du logement. Au cours des 25 dernières années, les niveaux de salaire à l'âge de 35 ans n'ont progressé que du *trait de valeur de l'incertitude sur l'inflation* alors que le prix du m² dans toute zone urbaine dense a connu un doublement de sa valeur. A Nantes, l'agglomération urbaine est relativement extensible. La situation est moins dramatique que dans des cuvettes comme Grenoble ou Lyon. Mais à Nantes aussi, les nouvelles générations sont obligées de mettre 15 à 20 minutes de transport en plus entre leur emploi et leur logement pour pouvoir bénéficier de conditions de logement similaires à celles de la génération de leurs propres parents. L'essentiel du temps libéré par les 35 heures a été absorbé par le temps de transport entre le logement, la crèche et la triangulation entre les lieux de vie des adultes.

Toutes ces transformations mettent en évidence de profondes déstabilisations du rapport à la consommation. L'un des éléments centraux de la consommation post moderne d'accès à la culture, ce sont les départs en vacances. Dans les années 70, les voyages formaient la jeunesse. Plus vous étiez jeunes, plus les départs étaient nombreux et lointains avec de longues nuitées hors du domicile. Aujourd'hui, la courbe des départs en vacances est totalement transformée : **les voyages forment la séniorité**. Le point haut des départs en vacances se situe lorsque l'on est propriétaire, que l'on a remboursé ses crédits, que l'on bénéficie d'une situation salariale ou d'une retraite stabilisée... Les nouvelles générations, pour qui, les stages, les conditions d'emplois, le remboursement du logement impliquent un certain nombre de soirées *nouvelles au beurre* devant la télévision, ont considérablement perdu en termes de journées passées hors du domicile. Lorsqu'ils partent en vacances, la plupart du temps, c'est dans la résidence secondaire de papa/maman.



[Le déclassement

La transformation à l'œuvre aujourd'hui, c'est le **très lourd déclassement social**. Quand on analyse la dynamique de la transformation de la structure sociale française, nous constatons qu'à la fin des années 70, nous étions au point culminant de la société salariale. Au début des années 70, on devenait instituteur à la sortie du baccalauréat, après une école normale. Dès l'âge de 22 ans, on devenait un adulte comme les autres avec un salaire qui permettait de se loger décentement, d'autant plus que le contrat de travail de l'instituteur comprenait le logement de fonction. Aujourd'hui, les professeurs des écoles n'ont pas gagné en termes de pouvoir d'achat. Ils commencent leur carrière à l'âge de 24 ans avec un master et une sortie mal négociée. La consommation plaisirs connaît des difficultés croissantes, sauf quand les jeunes bénéficient du soutien de leurs familles et de leurs parents, riches, généreux ou morts, leur laissant la capacité de rattraper par le patrimoine ce que la société salariale a pu perdre au cours des 30 dernières années. **De plus en plus, les primo accédants à la propriété sont eux même des enfants de propriétaires et de moins en moins des gens qui se sont fait eux même par le fruit de leur propre travail salarié.** Nous entrons dans un nouveau contexte social : l'émergence d'une nouvelle société patrimoniale. Un niveau de diplôme donné, aujourd'hui, donne une position sociale très nettement inférieure à celle de ses propres parents disposant du même diplôme. **Pour les nouvelles générations, il faut un diplôme correspondant à trois années d'études de plus que ses propres parents pour parvenir au même point.**

80% d'une classe d'âge devait accéder au niveau baccalauréat. En réalité, seulement 60% d'une classe d'âge obtient le baccalauréat depuis une vingtaine d'années. La promesse de croissance de diplômes allait de pair avec la promesse que le diplôme ne connaîtrait pas d'inflation massive. Du point de vue du diplôme, nous constatons un déclassement scolaire massif qui n'a pas été anticipé par nos contemporains. C'est l'objet de très fortes controverses.

Le déclassement n'est pas simplement scolaire, il est aussi familial. Pour la génération « dorée », les gens qui avaient 20 ans en 1968, les chances de mobilité sociale ascendante ont été exceptionnelles pour une raison très simple. Si vous êtes nés autour de 1948, vos parents ont eu 20 ans autour de 1938. On ne peut pas dire que 20 ans est le plus bel âge dans une vie lorsque l'on est né à cette période... La génération dorée a connu une expansion scolaire et universitaire considérable. C'est la première et la dernière qui n'ait pas été accompagnée d'une inflation des titres scolaires. Le baccalauréat obtenu vers 1965/68, a la même valeur sur le marché du travail qu'un



baccalauréat trois fois plus rare obtenu 15 ans plus tôt. Cette génération, qui a 20 ans au moment de la révolution de 1968 est à la fois culturellement marqué et a bénéficié économiquement de l'investissement massif dans la santé et dans la recherche ainsi que de l'expansion de l'emploi qualifié qui a été absolument extraordinaire (secteur des PTT, transports, banque...). Dans le secteur bancaire, à l'époque, la convention collective interdisait le recrutement des individus de plus de 30 ans. Vous étiez jeunes, diplômés et vous n'aviez pas la concurrence des plus expérimentés. Ce serait inimaginable aujourd'hui...

La génération née en 1978 est une génération de la crise qui a connu le chômage de masse aux alentours de 23 ans en quittant les études et qui connaît des difficultés économiques effrayantes. Si vous êtes nés en 1948, il est très difficile d'avoir un emploi inférieur à celui de vos parents. Cette génération a bénéficié des 30 glorieuses : 5% de croissance du pouvoir d'achat ouvrier pendant 30 ans, c'est à dire une multiplication par deux du pouvoir d'achat sur cette période. Il est quasiment impossible de gagner moins que ses parents sauf en étant issu de la très haute bourgeoisie industrielle. Les enfants d'ouvriers ont vu le progrès. Leurs parents ont vécu dans des taudis urbains et des bidonvilles. La génération d'ouvriers des années 70 s'est faite elle-même par le travail fier. Aujourd'hui, leurs propres enfants sont dans des conditions d'emplois de plus en plus tendues. Il existe heureusement un peu de mobilité sociale ascendante faisant qu'une partie des enfants de la classe ouvrière accèdent aux catégories intermédiaires salariés. Les techniciens et ingénieurs d'aujourd'hui n'ont plus les mêmes certitudes d'emploi que leurs équivalents dans les années 70. Une partie croissante des enfants de la classe ouvrière n'a plus véritablement de « conscience » de classe. Beaucoup se vivent, d'un point de vue identitaire, comme membre de la classe moyenne simplement parce qu'ils ont un emploi fixe situé entre 1200 et 1500 € net par mois. Mais pourtant, à 1200 € par mois, il n'est pas possible d'avoir un train de vie comme les classes moyennes des années 70, sauf pour ceux qui n'ont pas de difficulté de logements, les héritiers par exemple. Les vacances ne sont pas des vacances de classe moyenne.



[Le rapport au Politique

En France, l'une des particularités est que la génération des jeunes trentenaires parvenue au pouvoir, il y a une trentaine d'années, pour l'essentiel, y est toujours et ceux qui ont laissé leur place, ont été remplacés par leurs voisins de promotion. En 1981, pour un député de plus de 60 ans, il y avait un député de moins de 40 ans. En 2007, pour un député de 40 ans, il y a 9 députés de plus de 60 ans. Notre personnel politique s'est vécu jeune toute sa vie dès l'âge de 20 ans en 1968 et jusqu'à nos jours. Les jeunes sexagénaires à l'Assemblée Nationale en 2011, pour beaucoup, se vivent comme jeunes et ont toute bonne raison de se représenter à l'horizon de 2012 pour une dernière tranche de 5 ans, voire plus. Les outsiders sont les femmes, les jeunes, les immigrés qui ont toujours été présentés en politique sur les places que personne ne voulait. Cette situation est inquiétante. Je ne dis pas qu'à un certain âge, il ne faut plus faire de politique. Mais pour bien faire collectivement de la politique, toutes les classes d'âge, les genres et les classes sociales doivent être représentés. Aujourd'hui, la politique est un monde d'hommes sexagénaires qui ont été professionnels il y a 30 ans, qui sont devenus des professionnels de la politique. Les débats sociaux sur le 4^{ème} âge, le débat sur la dépendance, sur la retraite... sont pour l'essentiel assurés par des gens qui, en politique, n'ont aucune chance d'être là dans 20 ans. En 1980, l'avenir était massivement représenté, simplement parce que le monde politique était fondé sur une pyramide des âges extraordinairement jeune. En 1981, c'était très intergénérationnel simplement parce qu'il y avait la nouvelle génération de 1968 et en même temps, les vieux septuagénaires. Ces anciens résistants avaient vu ce qu'étaient les accords du Conseil National de la Résistance, la fondation du système d'Etat providence dans les années 40. Ils étaient porteurs de l'ensemble de ces valeurs de la première génération de la social-démocratie. Il y avait aussi les valeurs des trentenaires de 1981 : changer la vie dans une société post industrielle.

Aujourd'hui, c'est plutôt mono générationnel avec une absence massive, voire construite, des nouvelles générations qui paieront pour les transformations d'aujourd'hui. Le débat sur la retraite, la santé, le 4^{ème} âge a lieu avec une absence totale des payeurs de taxes et de cotisations sociales de demain et après demain. Et c'est particulièrement inquiétant. Nous vivons dans une société où l'avenir n'est pas construit avec l'assentiment et la participation de l'ensemble de nos concitoyens. C'est plutôt le tiers du corps électoral qui participe, le reste étant radicalement absent de la totalité du débat c'est-à-dire les jeunes générations qui ont 20 ans aujourd'hui et qui ont toute chance de prendre leur retraite à l'âge de 75 ans. C'est un avenir dont se moquent les politiques d'aujourd'hui. En politique aujourd'hui, le long terme, c'est 2012.



C'est une situation spécifiquement française ou plus généralement latine. Une partie importante de mon travail est fondée sur une comparaison internationale. Dans l'ensemble des pays latins, ceux qui vont payer pour la crise économique sont les nouveaux arrivants. L'ensemble de ces pays est marqué par une division insiders/outside. Les nouvelles générations, les femmes, les immigrés sont quasi systématiquement les outsiders et la variable d'ajustement pour les difficultés. En Italie et en Espagne, vous avez une crise des *mileuristas* : des jeunes polyglottes qui, à l'âge de 35 ans, vivent avec 1000 € par mois et pour qui, il est impossible de se loger dans une ville de plus de 20 000 habitants. Le prix du m² est totalement hallucinant, notamment parce que l'on n'a pas investi en termes de logement depuis 25 ans. Il y a aussi la crise de la génération à 600 € en Grèce qui s'est révoltée en 2007. Il y a une accumulation de tensions sociales, générationnelles et existentielles.

Je crains que 2012/2017 soit une période extrêmement lourde à passer. Quelque soit l'heureux élu, nous sortons de nombreuses années à 8% de déficit du PIB. Il va falloir éponger tout cela. 2012/2017 sera marqué par la prise de conscience et l'émergence de la lucidité sur le fait que nous sommes depuis longtemps entrés dans un nouveau monde économique et social et que malheureusement les représentants de la droite et de la gauche française regardent davantage dans le rétroviseur que devant eux. La droite demeure une droite de rentiers : le bouclier fiscal, les réformes fiscales, l'ISF... C'est merveilleux pour tous ceux qui ont déjà un patrimoine et beaucoup moins pour ceux qui bossent pour en constituer un. Quant à la gauche, je crains que nous ayons depuis quelques années une gauche de loisirs qui valorise les 35 heures, la retraite, la préretraite, l'entrée de plus en plus tardive dans le monde du travail, la sortie de plus en plus précoce. Les gens qui travaillent n'ont pas été les grands gagnants des 30 dernières années, notamment pendant les périodes où le parti socialiste était au pouvoir. Le grand enjeu de la gauche aujourd'hui, c'est de réconcilier le loisir et le travail. La retraite des personnes qui ont connu la société salariale offre un niveau de confort acceptable. **Les retraités d'aujourd'hui n'ont jamais été aussi riches. Cela ne sera jamais plus comme ça. Dans 20 ans, les retraites fondées sur les carrières salariales seront beaucoup moins favorables.**



[*Le devenir de la social-démocratie*]

Aujourd'hui, qui paie pour les stages à 300 € par mois pendant de nombreuses années pour rentrer dans certains emplois? Ce sont les grands parents et arrière grands-parents qui financent le travail gratuit. En apparence, cela profite aux jeunes qui n'auraient pas pu avoir ce type d'expériences sans ces stages. Les grands parents s'achètent une bonne conscience. C'est un beau rôle et c'est plus sympa que d'aller au Club Med même si les deux ne sont pas incompatibles. A long terme, la société marche sur la tête et va s'encaster dans le mur simplement parce que si la génération de 40 ans survit par les subsides de ses parents, croyez-vous que cette même génération dans 30 ans n'aura pas encore grignoter tout le capital ? La social-démocratie, telle que nous l'avons construite de 1945 à 1980, est un acquis dont nous dévorons progressivement le capital économique et social faute de pouvoir tricoter un avenir tenable au long terme. La redistribution des retraites obtenue sur la base d'une société salariale qui se détricote est une situation non soutenable sur le long terme et nous le paierons très cher à partir de 2020/2025 lorsque les nouveaux jeunes seniors seront des seniors paupérisés comme c'était le cas avant les années 70.

Je crains que la nouvelle génération de moins de 50 ans aujourd'hui devienne progressivement une génération qui ferme la marche de la société salariale. Nous l'avons construite et elle a culminé pour des générations qui ont une soixantaine d'années aujourd'hui et les générations qui ont une cinquantaine d'années connaissent actuellement le retour de bâton : *le backlash*. Les jeunes sont mal partis dans un tel contexte sauf ceux qui ont migré outre Atlantique. Les années 2010 seront des années de défi profond si nous ne considérons pas l'ensemble de ce diagnostic. Un peu plus de lucidité ferait du bien à nos contemporains et un peu moins de mensonges nous aiderait à trouver des réformes qui permettront de ne pas voir se détruire la social-démocratie telle que nous l'avons connue au cours des 40 dernières années.



I Débat avec la salle :

1. **Quelle pourrait être la politique fiscale qui permettrait de sortir de cette situation ? Quelle différence selon vous entre une politique de la jeunesse et une politique de générations ?**

Que faire tout d'abord ? Il faut investir massivement dans une économie productive. Si les générations nées vers 1948 ont connu une telle expansion, c'est aussi qu'à l'époque nous dégagions des marges de manœuvres fiscales extraordinaires. Nous avions des budgets excédentaires jusque dans les années 70, une quasi-absence d'accumulation de déficit public. Nous avons donc la possibilité d'investir massivement. A l'époque, le troisième âge était moins riche et moins nombreux. **Aujourd'hui, nous avons 15 millions de retraités : c'est un poste budgétaire mécaniquement en expansion et beaucoup plus rapide que le PIB.** Idem pour la santé et la dépendance. La révolution des âges nous permet d'atteindre 100 ans et peut être plus encore après demain. C'est merveilleux mais on constate dans cette perspective de vieillissement massif de la population, que les jeunes sont là pour avoir confiance dans le système. Il faut bien avoir des cotisations pour nourrir tout cela quand même... Les jeunes donnent du sens à la société par l'aide qu'ils reçoivent. Les Chinois, les Coréens, les Taïwanais conçoivent l'avenir de long terme très différemment. **Si nous ne sommes pas au premier rang des nouvelles technologies et de tout un ensemble de secteurs centraux de l'économie du 21^{ème} siècle, nous ne progresserons pas et nous retournerons 40 ans en arrière : dans le néant. Il faut investir massivement dans des emplois qui fonctionnent pour nos nouvelles générations.** De plus en plus, dans des entreprises financées par des banques françaises, dans des entreprises asiatiques, vous avez tout un ensemble de jeunes concitoyens diplômés qui transmettent les savoirs-faire de notre beau pays. Ils sont mieux payés qu'en France en termes de pouvoir d'achat et en plus on les respecte. Une personne de 30 ans, c'est un travailleur qui crée des choses neuves. En France, c'est un petit jeune en culotte courte ou en jupe plissée qui a, à peine, le droit à la parole. Dans les entreprises publiques, c'est massif et dans le privé, c'est encore le cas : les responsabilités arrivent de plus en plus tard dans le parcours professionnel. A Montréal, par exemple, sur le plateau du Mont Royal, vous avez un niveau de vie à 25 ans et des responsabilités que vous n'avez aucune chance d'obtenir avant 35 ans dans notre pays. Faute d'investissement, chaque jeune génération prend un ticket comme à la Sécurité Sociale et voit le numéro s'afficher à l'âge de 40, 45 ans. Ce système est particulièrement problématique pour la socialisation de la jeunesse dans notre pays.



En France, le prix du m² a été multiplié par 2 ou 3 selon les endroits et le salaire à 30 ans n'a pas bougé : c'est intenable ! La spéculation est liée au fait que l'on n'a pas construit de collectif en zone dense depuis très longtemps. On a fait beaucoup de pavillons de plus en plus loin pour les catégories moyennes. Pour les jeunes salariés qui n'héritent pas, c'est double peine et pour les seniors qui ont acheté dans les années 80, c'est double bénéfice. Aujourd'hui, on dit : « achetez aujourd'hui et vous verrez en 2050, ça vaudra deux fois plus ». Si cela double à l'horizon 2050, je pense que l'on va vers une révolution radicale. Les aides fiscales implicites en faveur de l'acquisition des logements et de l'indice des prix sont allées trop loin. **Je suis pour l'intégration du loyer fictif dans la déclaration de revenus pour ceux qui ne remboursent plus.** Ceux qui sont locataires, ceux qui achètent et qui remboursent ne sont pas concernés. Alors, le prix du logement baissera massivement... c'est une très mauvaise politique : cela n'aura jamais lieu, rassurez vous ! Les propriétaires se révolteront immédiatement.

2. En effet quand on a payé toute sa vie, on ne va pas recommencer ! Et ceux qui achètent se diront qu'une fois qu'ils auront fini de payer, ils devront encore déboursier un loyer !

Oui, et la crise du logement sera réglée d'emblée. A Paris intramuros, 25% des logements de une à deux pièces sont des biens d'épargne, c'est-à-dire des résidences secondaires jamais occupées. Elles sont comme des petits lingots d'or. **On ne s'indigne pas du niveau de cotisations sociales et des conditions d'imposition des personnes qui gagnent leur vie en bossant mais on s'indigne à l'idée d'introduire ne serait-ce qu'une petite partie résiduelle du prix du logement dans la déclaration de revenus alors que c'est un vrai niveau de vie d'être propriétaire de son logement.** Je ne crois pas que la société française deviendra raisonnable demain. Il faut investir dans la jeunesse dans de vrais emplois plutôt que de se concentrer sur la dépendance, la santé et le 3ème âge. Ces questions ne rendent pas nos concitoyens responsables. Cette expression : « nous avons payé toute notre vie » traduit une sanctuarisation du patrimoine.

« Vous avez payé toute notre vie », oui, mais cela coûtait deux fois moins cher. Les cotisations sociales étaient moins nombreuses et bien moins onéreuses puisque que le 3ème âge était plus pauvre et moins nombreux. Le bien être des années 70/80 est devenu l'enfer des générations d'aujourd'hui.



Nous avons une droite de rentiers qui protégera le patrimoine d'aujourd'hui accumulé hier et non les gens qui bossent aujourd'hui pour se constituer un patrimoine demain. Quant à la gauche sociale démocrate, elle aura beaucoup plus tendance à servir les droits sociaux accumulés hier qu'à faire en sorte que la nouvelle génération puisse accumuler à son tour des droits sociaux dans des conditions au moins aussi favorables que pour les générations précédentes.

3. Quand vous évoquez la situation confortable des retraités vous oubliez les veuves qui touchent de faibles pensions !

On connaît cette démagogie depuis assez longtemps. Quand je dis que les personnes âgées d'aujourd'hui du bas au haut de la pyramide sociale vivent exceptionnellement bien, j'ai toujours une réflexion de ce type !

La pauvreté des années 70, c'était le 3^{ème} et 4^{ème} âge d'avant la société salariale : les générations de paysans, les petits entrepreneurs, les artisans, qui, n'ayant pas cotisé une partie de leur existence, avaient des retraites de misère. La pauvreté du 4^{ème} âge dans les années 60/70 était vraiment effrayante. Le troisième âge de l'époque était un 3^{ème} âge de famine. **Aujourd'hui, la pauvreté est jeune et pleine d'avenir...** La pauvreté a sauté une génération. Aujourd'hui, les taux de pauvreté au-delà de 60 ans ont fondu alors que les jeunes *bouffent la poussière* ... Pourtant, on constate une défense systématique du patrimoine acquis dans les années 70/80 : « on a déjà payé ». L'argument de la veuve ne tient pas : la retraitée du Nord Pas de Calais dont le mari est mort de la silicose dans les années 70, cela fait 40 ans qu'elle touche une pension de réversion bien supérieure à 700 €. Ses enfants et ses petits enfants n'ont plus de salaire depuis une vingtaine d'années. La pension de réversion du travail d'avant 1970 entretient encore le fait d'éviter la pauvreté à trois générations sous le même toit. Lorsque vous comparez le niveau du RSA aujourd'hui avec le minimum vieillesse, vous avez une subite croissance du pouvoir d'achat au moment de passer le seuil d'âge. Nous sommes dans une société où les jeunes générations font face à des conditions d'emploi inacceptables et à des niveaux de salaires insondables et je connais peu de personnes du 3^{ème} âge qui assurent la dénonciation de cette situation insupportable.

A l'âge de 60 ans, 70% de la population française est propriétaire de sa résidence principale. On n'est jamais monté aussi haut ! Cette moyenne a connu une expansion considérable depuis le début des années 70. Depuis 20 ans, vous avez une réduction du taux de propriété pleine en dessous de 45 ans.



Les nouvelles générations sont de moins en moins propriétaires plein alors que vous en avez de plus en plus au-delà de 60 ans. Les ressources économiques appartiennent au 3^{ème} âge et aux classes supérieures de la société. C'est vrai aussi pour les catégories populaires qui ont eu la chance de travailler toute leur vie. La solidarité familiale est massive aujourd'hui et fonctionne là où elle peut fonctionner. Si malheureusement vos parents sont structurellement pauvres ou pas généreux, il n'y a rien à faire. Dans la macro société, la solidarité de la génération des seniors vis à vis des juniors n'a jamais été aussi faible depuis la seconde guerre mondiale au moins. Jusqu'à la fin de la société salariale, tout était fait en termes d'investissement pour que la jeune génération connaisse des conditions d'emploi, de salaire, de progrès sociaux et économiques qui soient sans cesse meilleurs.

4. N'est-ce pas lié à l'expansion de l'individualisme ?

Si, en effet. En tant que parent ou grand parent, il y a une exigence de fierté personnelle. Chaque pièce de monnaie que vous mettez dans la main de votre enfant ou petit enfant correspond à une supériorité morale, économique et civilisationnelle qui ressurgit sur vous. C'est comme au début du 20^{ème} siècle où les gens travaillaient jusqu'à offrir une maison à chacun de leurs enfants. Cet aspect s'est renforcé avec l'émergence d'une société d'individus familia-listes. Aux Etats-Unis, l'individualisme est totalement différent. Si vous êtes très riche et que vos enfants tombent dans la misère, c'est leur problème. Cela veut dire qu'ils ne sont pas bons ! En revanche, en France, nous sommes dans un individualisme dynastique. Ce n'est pas seulement : « moi, mon nombril », mais c'est aussi que mon nombril est encore plus conforté dans son être lorsque vous avez la possibilité d'acquérir une certaine forme de supériorité familiale. Dans une majorité écrasante de cas, les membres du troisième âge aujourd'hui sont dans une situation économique largement supérieure à celle de leurs propres parents. C'est la première fois dans toute l'histoire de l'humanité qu'il y a eu un tel progrès sur une génération, à l'exception de la Chine. Cette situation correspond à la fondation de la grande famille bourgeoise du 19^{ème} siècle. Vous avez le patriarche qui fonde la famille par l'accumulation d'un patrimoine. Sa supériorité individuelle relève non seulement du fait qu'il va avoir un très grand caveau indestructible dans le cimetière chic du coin mais en plus il loge ses enfants qui fondent une dynastie. Ses enfants ont intérêt à rester dans la ligne du patriarche. **La génération née autour de 1948 était riche par rapport à ses parents quand ils étaient jeunes. Elle est extrêmement riche par rapport à ses enfants maintenant qu'elle atteint le 3^{ème} âge.**



La version individualiste et familiale, c'est une chose mais la version sociale me paraît beaucoup plus inquiétante. Toute nouvelle génération jusque dans le courant des années 70 connaissait des conditions de progrès économique, social et culturel indubitables. Au sein de la classe ouvrière, ceux qui ont 20 ans en 1968 sont les premiers à connaître l'eau courante et les toilettes dans le logement. La génération des parents habitait dans des taudis urbains, descendait en bas de leur logement en hiver pour briser la glace et avait connu les engelures. A Paris, c'était la génération des bidonvilles ! La génération née en 1948 connaît l'automobile et le logement collectif et social propre. A Paris, il y a des zones urbaines massives où les immeubles étaient neufs 40 ans plus tôt et construits pour durer 30 ans... Aujourd'hui, ce sont de nouveau des taudis urbains. **Le progrès social légué d'une génération à l'autre s'est brutalement arrêté dans le courant des années 80/90.** Et après 2008, c'est évident qu'il n'y aura pas de retour. J'espérais en 2008 que la crise financière atteindrait le logement : le point central et nodal de la dynamique. En fait, les conditions d'entrée des jeunes sont encore pires et le prix du m² ne s'est pas amélioré pour les nouvelles générations. La situation est totalement instable. En comparaison, les pays nordiques ont eu les mêmes débats dans les années 80/90. Les améliorations du système de santé, de retraite et de longévité avaient pour contrepartie un effort massif consenti par l'ensemble de la population pour faire en sorte que les jeunes puissent avoir des conditions d'entrée dans le monde du travail décentes en termes de progression sociale de l'ensemble de la nation. Depuis 3 ans, cela fonctionne de plus en plus mal : il y a une vraie rupture dans les pays nordiques mais l'entretien du progrès social a eu lieu. **En France, depuis une douzaine d'années, vous avez un renforcement des solidarités familiales qui sont en fait des solidarités d'héritiers. Si vos parents n'ont pas la possibilité de vous soutenir, vous n'aurez pas de soutien. C'est la forme la plus inégalitaire de solidarité et pourtant c'est la plus valorisée dans le débat public.** Cherchez l'erreur... C'est l'un des problèmes nodaux d'aujourd'hui. Le travail gratuit dans les entreprises privées est la conséquence mécanique de l'aide familiale massive. En ce qui concerne le système fiscal, il y a une sanctuarisation des revenus directs ou indirects, virtuels ou réels de la propriété. Aujourd'hui, le niveau de vie des retraites est trop élevé par rapport au prix du travail à 30 ans. J'ai bien conscience qu'en vous disant cela, je risque le lynchage !



5. J'ai trouvé votre livre un peu désespérant... Il est de qualité, j'ai beaucoup apprécié en particulier votre préface à cette seconde édition qui est très riche. Mais ce qui m'a attristé, c'est surtout l'idée de la fatalité de l'effet durable de conditions temporaires défavorables dans l'entrée dans la vie adulte : l'idée d'une socialisation transitionnelle. A qui vous adressez-vous par ce livre ? Si vous vous adressez à des jeunes, soit vous les désespérez soit vous souhaitez qu'ils se révoltent ? Mais quelle est la note d'espoir ?

Ce livre s'adresse à tout le monde ! C'est un débat difficile en particulier dans un contexte militant. Quand on est de gauche sociale démocrate, c'est un ouvrage particulièrement déstabilisant. Où se trouve la porte de sortie ? A l'échelon individuel, la note d'espoir, c'est que le monde est vaste. Les diplômés qui ne valent rien en France sont très valorisés dans beaucoup de pays à condition de manier un anglais même scolaire... Mon livre n'est pas pessimiste mais simplement lucide. Il y a 10 ans, j'ai fait quelques papiers militants sur l'éducation et la massification. Depuis, politiquement, je suis devenu plus ambidextre. Je suis fondé sur la nécessité d'une sociologie de la lucidité. Si on ne prend pas en compte ce constat, on est sûr d'aller dans le mur. **La note d'espoir, c'est l'investissement et le travail. La notion de *travail fier*** est au centre de mes postulats en politique. Quelqu'un qui travaille a la possibilité d'agir dans son environnement social immédiat. Dans notre société, tout le monde doit être utile. C'est la social-démocratie scandinave où les gens commencent à avoir des stages très tôt et où ils continuent d'être utiles dans le monde du travail le plus tard possible. L'utilité sociale est la contrepartie d'une vie riche (théâtre, culture...). La retraite n'est pas seulement le travail bénévole que l'on choisit mais aussi un investissement. Pour moi, le travail fait nécessairement mal. Le travail avec une efficacité politique est un travail vis à vis duquel on se force. C'est la souffrance infligée à l'esclave qui permet d'avoir un droit à la parole en politique. Mon espoir, c'est que l'investissement pour les nouvelles générations leur offre des marges de travail qui « fassent mal » avec des retours à l'université, des formations continues correspondant à des droits salariaux. Les études universitaires dans les pays nordiques sont un droit salarial qui vous permet de passer de niveau BAC à niveau Licence, jusqu'au niveau Master. Et cela ne pose pas de problèmes d'avoir sa thèse à 55 ans en ayant d'abord été ouvrier, technicien, ingénieur pour finir professeur d'université. Si un jour nous devenons responsables, nous devons devenir suédois d'une façon ou d'une autre ! Mais je suis lucide, je crois que nous sommes profondément Français. Par conséquent, nous avons besoin de nous heurter de temps en temps contre un mur pour constater que nous sommes allés trop loin. L'histoire française n'est pas linéaire mais elle avance par à-coups. Malheureusement les français réagissent après et non pas avant. Je situe le mur entre 2012 et 2017.



Pour des jeunes qui ont entre 18 et 23 ans aujourd'hui, c'est peut être bien d'aller suivre un stage long à l'étranger. Mais en même temps, il y aura peut être une accélération politique et des places à prendre politiquement.

6. Et qu'en est-il de la classe intermédiaire ? Pourquoi laisse-t-elle faire ce gâchis ? En 1968, on avait longtemps tiré sur la corde dans un système rigide et patriarcal et ça a explosé ! Pourquoi cela ne serait pas possible aujourd'hui ?

En 1968, on pouvait s'opposer pour de fortes raisons à la génération de ses parents. D'un point de vue politique, il y avait une capacité d'identification de la jeunesse en termes de refus. Les parents avaient connu la pénurie, les engelures, la guerre... Puis, ceux qui étaient en politique en 1968 étaient communistes, socialistes et pour l'essentiel des gens formés dans la résistance. La génération qui a fondé l'état social d'aujourd'hui, c'est la génération de la résistance et elle a hérité de 5% de croissance par an du pouvoir d'achat pendant 25 ans. Les possibilités d'identification étaient extraordinaires. Les quinquagénaires étaient perdus dans cette société. 40 ans après, c'est encore présent. La révolution de 1968, c'est la contraception, le féminisme, la fin de certains rapports sociaux... La génération née en 1960 a été massivement socialisée dans la mentalité politique et culturelle de la génération d'avant : *Woodstock, le patchouli, on vivra tous sans travailler...* Cette génération partage les valeurs post matérialistes super sympas de la génération 68 mais c'est la première qui se prend le ralentissement économique et le chômage de masse dans la figure. Prenons l'exemple du CNRS. Vous avez tous lu « Le président des riches » des Pinçon-Charlot : le best seller des sciences sociales de ces 12 derniers mois ! Il y a 10 ans, nous discussions ensemble de mon bouquin. Ces deux sociologues se sont alors rappelé qu'en 1970 : « on débarquaient de notre province à Paris et on a trouvé un emploi dans la semaine ! On est devenu chercheurs au CNRS... ». Quand vous dites ça à des collègues Normaliens, ou de Cachan, qui à l'âge de 35 ans, sont à leur énième post-doctorat pour essayer de faire leur place, vous comprenez leur colère ! Le contraste est à un tel degré... En France, il y a eu une expansion massive du suicide, pour les générations nées à la fin des années 50. L'une des explications de l'anomie est la disjonction entre les aspirations et les possibilités sociales de réalisation qui produit une déstabilisation psychologique qui peut être individuelle ou de masse. La génération intermédiaire n'a pas vu le vent tourner et en paie assez cher les conséquences. C'est cette même génération qui va connaître de nouveau l'expansion de la pauvreté de masse chez les sexagénaires. C'est écrit... L'histoire n'est pas juste.

